

CCC ou Convention Citoyenne pour le Climat

Le 9 décembre une formation ATTAC visio sur la convention citoyenne : animée par Pierre Gineste et Adeline du siège. Nous étions 16 participants à la visio, dont 6 intervenants et deux animateurs....

Parmi les 6 intervenants il y avait 4 membres de la CCC Benoit Yolande, Isabelle et Agnès ; tous ont dit avoir été très surpris et cru à une blague au début lorsqu'on les a contacté. Deux étaient peu intéressés par la politique ; les deux autres sont des militantes de longue date. Les quatre ont été très intéressées par les débats et ce qu'ils ont appris sur l'urgence climatique et le climat en général ;

- les deux peu politisés ont dit avoir beaucoup appris et se sentir à nouveau concernés par la politique et apprécié le rôle des animateurs et du travail en huit clos;
- les deux militantes étaient beaucoup plus critiques sur le contenu de la convention et son fonctionnement : on ne touchait ni à la gestion de l'eau ni à l'énergie ; et rien n'était vraiment fait pour que tous s'expriment, les militantes qui avaient l'habitude de parler en public ... ont sûrement été trop loquaces. « on a appris le climat pas la démocratie », pas de débat contradictoire, pas de formation ni à la démocratie ni à la prise de parole « on avait des boîtes de conseil avec nous et ils ré écrivaient en permanence ce que les citoyens avaient dit ».

Le mandat : définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale (à rapprocher de l'objectif européen qui a été récemment défini de réduire de 55% au même horizon.)

Comment ça fonctionnait

150 citoyens répartis en 5 groupes

- Les 5 groupes de travail de 30 membres :
 - se nourrir - se loger- travailler&produire-se déplacer- consommer
 - c'est dans les groupes et seulement là qu'il y a eu formation sur le contenu– puis débat et propositions
- Pas de débriefing sur le fonctionnement et ce qu'ils en ont pensé
- les pressions du lobbying et le rôle des médias étaient très lourds ; les 4 sont d'accord là-dessus. Certains acceptaient les interviews, ce n'était pas sain

Quelles recommandations

Je vais vous en lire une petite quinzaine pas les 149

Dès Juin «3 ont été recalées retaient donc146

Aujourd'hui la quasi-totalité des mesures-phares des "150" ont été rejetées par le président de la République alors comment atteindre l'objectif français et a fortiori européen

Pour contrecarrer ces prises de positions d' Emmanuel Macron par rapport au travail des 150 citoyens , une pétition a été lancée par Cyril Dion (membre du groupe de gouvernance) pour demander le respect de l'engagement à soumettre, « sans filtre », au Parlement ou par

référendum, les propositions de la convention pour le climat a été lancée : 496 000 personnes l'ont d'ores et déjà signée au 6 Janvier.

Le nombre de signature sera un des éléments du rapport de force qui permettra aux 150 citoyens de la CCC de se sentir soutenus ..ou non , par la population :

lien vers la pétition https://secure.avaaz.org/campaign/fr/france_convention_climat_rb3/

La convention citoyenne est-elle représentative de la population française ?

Etude de la Paris School of Economics (PSE) du 6 9 2020 publié in Alternatives économiques

OUI Protection de l'environnement est importante ?

Peu importante: Population et CCC 7%

Moyennement importante : P&C 18%

Importante : P51% C53%

Très importante : P24% C22%.

Les opinions sont donc très proches, la convention est bien représentative dans le domaine concerné.

Les élus sont ils représentatifs de la population française ?

L'exercice de la convention citoyenne a démontré que des citoyen-ne-s tiré-e-s au sort et mis-e-s en situation de répondre à la question complexe de la réduction des gaz à effet de serre, vont beaucoup plus loin que les élu-e-s. De ce point de vue les élus sont –donc plus éloignés de la population que les tirés au sort.

Exposé de Pierre Kalhfa fondation Copernic

Le tirage au sort était le mode de fonctionnement de la démocratie athénienne ; les assemblées plénières de plusieurs milliers de personnes prenaient les grandes décisions mais ensuite les représentants politiques et judiciaires étaient tirés au sort.

Au 18 eme aux USA et UK mise en place d'un système censitaire qui favorise l'oligarchie
 Au 19eme le censitaire est remplacé par l'universel et la mise en place d'une démocratie représentative (nous l'avons connue) qui entre en crise dans les années 60/70 et pour la revivifier le tirage au sort est une solution ; pourquoi pas une chambre tirée au sort ?

Donc conclusion de PK non la représentation nationale ne garantit pas la démocratie

Exposé de Jacques Testard sciences citoyennes

Son groupe travaille sur le tirage au sort depuis plus de 10 ans

<https://sciencescitoyennes.org/wp-content/uploads/2017/09/SciencesCitoyennes-CdC.pdf>

il nous évoque l'exemple Danois qui y a recours depuis plus de 30 ans et qui a démontré que pour que ce soit un processus crédible il faut que les élus aient confiance dans ce processus comme étant démocratique et pour que ce soit démocratique il faut :

1/ que la variabilité dans le groupe soit assurée et leur REX montre que 25 à 30 personnes tirées au sort suffisent

2/ qu'il y ait une procédure bien définie légalement ou par les instances locales

JT et son groupe ont défini 12 caractéristiques indispensables pour que le tirage au sort serve à quelque chose dans les prises de décision démocratiques

Engagement formel par l'organisateur de prendre en compte les résultats

Tirage au sort représentatif de la diversité

Pas de rémunération mais défraiement

Définir en amont la nature et l'étendue des missions

Définir le rôle d'un facilitateur

Toute la procédure doit être filmée

Le groupe doit écrire lui-même ses avis

Ne pas retenir des citoyens trop engagés sur le sujet

Un comité de pilotage se réunit en amont avec des gens qui ont des avis très connus variés et contradictoires ; ils ne rencontrent jamais les citoyens, mais ils définissent le programme de formation des citoyens

Travail des citoyens en huit clos

Les experts n'ont pas de contacts avec les citoyens en dehors

Au niveau national il faut que la procédure soit reconnue par la Loi, c'est le seul moyen de faire en sorte que les élus acceptent de prendre en compte les recommandations

Quand on réunit comme cela des gens tirés au sort, ils deviennent intelligents et altruistes si on leur demande de dire le bien commun. Et ils disent tous la même chose, *et je rajouterai contrairement aux élus qui ne deviennent ni intelligents ni altruistes, ce que nous observons assez souvent à tous les niveaux électoraux.*

Les 149 propositions sont regroupées en cinq thématiques, en familles d'objectifs (en gras dans le tableau ci-dessous) et objectifs. Le rapport indique le résultat du vote pour chaque objectif, par exemple, l'objectif *favoriser une production plus responsable* est approuvé à 97,2 %. Le rapport final est lui-même approuvé à 95%⁶³.

Consommer

Thématique : Consommer⁶⁴

Objectifs

Créer une obligation d'affichage de l'impact carbone des produits et service

Propositions

- Développer puis mettre en place un score carbone sur tous les produits de consommation et les services
- Rendre obligatoire l'affichage des émissions de gaz à effet de serre dans les commerces et lieux de consommation ainsi que dans les publicités pour les marques

Réguler la publicité pour réduire les incitations à la surconsommation

- Interdire la publicité des produits les plus émetteurs de [GES](#), sur tous les supports
- Réguler la publicité pour limiter les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation
- Mettre en place des mentions pour inciter à moins consommer

Limiter le suremballage et l'utilisation du plastique à usage unique

- Mettre en place progressivement une obligation du [vrac](#) dans tous les magasins et l'imposition d'un pourcentage aux centrales d'achat
- Mettre en place progressivement un [système de consigne](#) de verre jusqu'à une mise en place généralisée en 2025
- Favoriser le développement des emballages [biosourcés](#) compostables
- Remplacer une part de la [taxe d'enlèvement des ordures ménagères](#) (TEOM) par des modalités favorisant les comportements écoresponsables

Faire de l'éducation de la formation et de la sensibilisation des leviers d'action de la consommation responsable

- Modifier le [code de l'éducation](#) pour une généralisation de l'[éducation à l'environnement et au développement durable](#) (EEDD)
- Renforcer les modalités d'éducation à l'environnement et au développement durable en en faisant une mission transversale des enseignants
- Sensibiliser la population en reliant compréhension de l'urgence climatique et passage à l'action

Assurer une meilleure application des politiques publiques environnementales et les évaluer

- Contrôler et sanctionner plus efficacement les atteintes aux règles en matière environnementale
- Renforcer et centraliser l'[évaluation et le suivi des politiques publiques](#) en matière environnementale

Produire et travailler

Thématique : Produire et travailler^{65,55}

Objectifs

Transformer l'outil de production

Propositions

- Augmenter la longévité des produits et réduire la pollution à la conception

Favoriser une production plus responsable, développer les filières de réparation, de recyclage et de gestion des déchets

- Faire respecter la loi sur l'interdiction de l'[obsolescence programmée](#)
- Rendre obligatoires la possibilité de réparation des produits manufacturés qui sont vendus en France, la disponibilité des pièces détachées d'origine pendant une durée définie. Mettre en place et à proximité des filières et ateliers de réparation, et rendre accessibles les services après-vente
- Rendre obligatoire le [recyclage](#) de tous les objets en plastique dès 2023, supprimer tous les plastiques à usage unique dès 2023, développer le recyclage des autres matières
- Durcir et appliquer la réglementation sur la gestion des déchets

Développer et soutenir l'innovation de la transition

- D'ici à 2025, tout soutien à l'innovation doit s'inscrire dans une logique de sortie d'un modèle basé sur le carbone

Organiser et soutenir le financement de la transformation de l'outil de production des entreprises dans le cadre de la transition écologique

- Réglementer l'utilisation de l'épargne gérée par la [Caisse des dépôts et consignations](#) et les banques pour financer des investissements verts
- Les entreprises qui distribuent plus de 10 millions d'euros de dividendes annuels participeront à l'effort de financement collectif de la transition écologique, à hauteur de 4 % du montant des dividendes distribués, chaque année
- Mettre en place les modalités de financement par loi ou décret avec un emprunt d'État dédié au financement de la transformation des entreprises

Transformer l'emploi

- Accompagner les salariés et les entreprises dans la transition
- Créer une nouvelle gouvernance de la transition des emplois et compétences au niveau national et régional

Tracer l'impact des émissions, renforcer les obligations relatives aux exigences environnementales et conditionner les financements selon des critères verts

- Annualiser le reporting et l'étendre à toutes les organisations
- Élargir le périmètre de reporting au secteur financier, renforcer les obligations de rapportage au secteur de la finance
- Bonus pour les entreprises ayant une évolution positive. Conditionner les aides publiques à

Ajouter un [bilan carbone](#) dans le bilan comptable

	l'évolution positive du bilan gaz à effet de serre
Renforcer les clauses environnementales dans les marchés publics	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les clauses environnementales dans les marchés publics • Création de Cours départementales de l'environnement et des travaux publics et privés en vue d'encadrer l'activité d'exploitations polluantes • Traiter la «nocivité» — OGM et principe de précaution — prévention • Traitement des déchets et des produits • Traitement des eaux • Exploitation et gestion des forêts • Moratoire sur l'exploitation industrielle minière en Guyane • Prévention des espaces aquatiques et modification de leur exploitation
Protection des écosystèmes et de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Ajustement carbone aux frontières de l'UE et prise en compte les enjeux de redistribution pour éviter de peser sur les ménages les moins favorisés
Mieux prendre en compte les émissions de GES liées aux importations dans les politiques européennes	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la gouvernance territoriale/régionale • Participation des citoyens, entreprises locales, associations locales et collectivités locales aux projets énergie renouvelable • Développer l'autoconsommation
Encourager la sobriété énergétique	
Production, stockage et redistribution d'énergie pour et par tous	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner l'évolution du numérique pour réduire ses impacts environnementaux

Se déplacer

Thématique : Se déplacer⁶⁶

Objectifs

Modifier l'utilisation de la voiture individuelle

Développer les autres modes de transport

Propositions

- Inciter à utiliser des moyens de transport doux ou partagés, notamment pour les trajets domicile-travail, en généralisant le [forfait de mobilité durable](#)
- Réduire les incitations à l'utilisation de la voiture en réformant le système d'indemnité kilométrique de l'[impôt sur le revenu](#)
- Inciter à utiliser des moyens de transport doux

<p>Aménager les voies publiques pour permettre de nouvelles habitudes de déplacement</p>	<p>ou partagés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer des parkings relais • Interdire les centres-villes pour les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre • Augmenter les montants du Fonds Vélo de 50 à 200 millions d'euros par an pour financer des pistes cyclables • Généraliser les aménagements de voies réservées aux véhicules partagés et aux transports collectifs sur les autoroutes et voies rapides
<p>Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur les autoroutes et voies rapides</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la vitesse sur autoroute à 110 km/h maximum
<p>Créer les conditions d'un retour fort à l'usage du train au-delà des voies à grandes vitesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la TVA sur les billets de train. • Généraliser les mesures tarifaires attractives • Développer un plan d'investissement pour moderniser les infrastructures, les matériels roulants et les gares pour en faire des pôles multimodaux
<p>Réduire les transports routiers de marchandises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les autoroutes de fret maritime (et fluvial), sur des trajets déterminés • Imposer un suivi régulier de la formation des chauffeurs à l'écoconduite • Imposer aux constructeurs de poids lourds d'adopter la même filière énergétique dans leur recherche et développement • Sortir progressivement des avantages fiscaux sur le gazole, en échange de compensations pour les transporteurs pour l'achat de poids lourds neufs plus propres • Inciter, par des obligations réglementaires et fiscales, au report partiel vers d'autres moyens de transport de marchandises moins émetteurs • Obliger les chargeurs à intégrer des clauses environnementales • Favoriser le transport de marchandises sur des circuits courts par une modulation de la TVA
<p>Réduire la circulation des poids lourds</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Interdire l'usage des moteurs polluants lors des arrêts dans les ports • Mettre à disposition les moyens d'alimenter en électricité les navires à quai pour permettre une réduction des émissions liées à l'usage des moteurs

Aider à la transition vers un parc plus propre

- Agir sur la réglementation internationale pour encadrer les émissions des gaz à effet de serre des navires
- Augmenter le [bonus pour les véhicules peu polluants](#)
- Renforcer fortement le malus sur les véhicules polluants et introduire le poids comme un des critères à prendre en compte
- Interdire dès 2025 la commercialisation de véhicules neufs très émetteurs, les véhicules anciens pouvant continuer de circuler
- Moduler les taxes sur les contrats d'assurance en fonction de l'émission de CO₂ pour encourager les véhicules propres
- Permettre l'accès à des véhicules propres en développant la location de longue durée
- Proposer des prêts à taux zéro, avec la garantie de l'État, pour l'achat d'un véhicule peu émetteur
- Créer des vignettes vertes à positionner sur les plaques d'immatriculation pour les véhicules les plus propres et donnant accès à des services particuliers
- Prévoir un plan de formation pour les garagistes, et plus largement de la filière « pétrole », pour accompagner la transformation progressive du parc automobile

Mieux organiser les déplacements

Mieux organiser les déplacements des salariés

- Renforcer les plans de mobilité en les rendant obligatoires pour les entreprises
- Favoriser les plans interentreprises et intra-entreprise dans le cadre des plans de mobilité
- Les [autorités organisatrices de la mobilité](#) peuvent aider à mettre en place ces plans de mobilité en accompagnant les entreprises
- Favoriser des nouvelles modalités d'organisation du travail ([Télétravail](#))

Mettre en place un portail unique permettant d'avoir toutes les informations sur les dispositifs et moyens de transport sur un territoire

- Mettre en place un portail unique permettant de savoir à tout moment quels sont les moyens et dispositifs existants sur un territoire pour se déplacer
- Développer un projet d'unification des titres de transport ou de carte multimodale

Inclure des citoyens dans la gouvernance des mobilités

- [Intégrer les citoyens aux autorités organisatrices de la mobilité à toutes les](#)

échelles

Limiter les effets du transport aérien

- Adopter une éco-contribution kilométrique
- Organiser progressivement la fin du trafic aérien sur les vols intérieurs d'ici à 2025, uniquement sur les lignes où il existe une alternative bas carbone satisfaisante en prix et en temps
- Interdire la construction de nouveaux aéroports et l'extension des aéroports existants
- Taxer davantage le carburant pour l'[aviation de loisirs](#)
- Promouvoir l'idée d'une éco-contribution européenne
- Garantir que l'ensemble des émissions qui ne pourraient être éliminées soient intégralement [compensées par des puits de carbone](#)
- Soutenir la R&D dans le développement d'une filière [biocarburant](#) pour les avions

Se loger

Objectifs

Rendre obligatoire la [rénovation énergétique](#) d'ici à 2040

Limiter de manière significative la consommation d'énergie

Lutter contre l'[artificialisation](#) des sols et l'[étalement urbain](#)

Thématique : Se loger⁶⁷

Propositions

- Contraindre les propriétaires occupants et bailleurs à rénover de manière globale d'ici à 2040
- Obliger le changement des chaudières au fioul et à charbon d'ici à 2030 dans le neuf et le rénové
- Déployer un réseau harmonisé de guichets uniques
- Système progressif d'aides avec prêts et subventions pour les plus démunis
- Former les professionnels du bâtiment pour répondre à la demande de rénovation globale et assurer une transition de tous les corps de métiers du BTP vers des pratiques écoresponsables
- Contraindre les espaces publics et les bâtiments tertiaires à réduire leur consommation d'énergie
- Inciter les particuliers à réduire leur consommation d'énergie
- Inciter à limiter le recours au chauffage et à la climatisation dans les logements, les espaces ouverts au public et les bâtiments tertiaires
- Définir une enveloppe restrictive du nombre d'hectares maximum pouvant être artificialisés
- Interdire toute artificialisation des terres tant que des

réhabilitations ou friches commerciales sont possibles dans l'enveloppe urbaine existante

- Prendre des mesures coercitives pour stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines
- Protéger les espaces naturels, les espaces agricoles périurbains et les forêts périurbaines. S'assurer d'une gestion durable des forêts
- Faciliter les changements d'usage des terrains artificialisés non occupés
- Faciliter les réquisitions de logements et bureaux vacants
- Faciliter les reprises et réhabilitations des friches, notamment par la possibilité pour les communes d'exproprier les friches délaissées depuis 10 ans ou plus
- Évaluer le potentiel de réversibilité des bâtiments avant toute démolition
- Permettre la construction d'immeubles collectifs dans les zones pavillonnaires
- Renforcer les contrôles du respect des obligations de protection des espaces et de limitation de consommation des terres non urbanisés, sanctionner pénalement les manquements
- Sensibiliser à l'importance et l'intérêt de la ville plus compacte, et construire une nouvelle culture de l'habitat collectif
- Financer les rénovations des logements dans les petites communes
- Rendre les centres plus attractifs par la revitalisation des commerces et le maintien des écoles en milieu rural

Se nourrir

Thématique : Se nourrir⁶⁸

Objectifs

Garantir un système permettant une alimentation saine, durable, moins animale et plus végétale

Engager la restauration collective vers des pratiques plus vertueuses

Propositions

- Une prime pour les établissements leur permettant d'atteindre les objectifs de la [loi Egalim](#)
- Proposer un bonus de 10 centimes par repas pour les petites cantines bio et locales pour les aider les trois premières années de leur transition
- Créer un « observatoire de la restauration collective »
- Mettre en place un organisme de contrôle pour assurer la bonne mise en œuvre de la loi Egalim
- Encourager la réflexion pour réécrire l'arrêté du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis en restauration scolaire
- Passer à un choix [végétarien](#) quotidien dans la restauration collective publique à partir de 2022 y compris dans la restauration collective à menu

Rendre les négociations triparties plus transparentes et plus justes pour les agriculteurs

Développer les [circuits courts](#)

Poursuivre les efforts sur la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective et au niveau individuel

Faire muter notre agriculture pour en faire une agriculture faiblement émettrice de [GES](#)

Développer les pratiques [agroécologiques](#)

- unique
- Étendre les dispositions de la loi Egalim à la restauration collective privée à partir de 2025
- Étendre la liste des produits éligibles aux 50 % définis par la loi aux agriculteurs en transition vers le bio, et aux produits à faible coût environnemental
- Aider à la structuration des filières afin qu'elles arrivent à faire reconnaître des produits de qualité
- Assurer la présence de la [direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes](#) dans les négociations, rendre la méthode obligatoire pour toutes les filières et organiser des rendez-vous réguliers à l'échelle des interprofessions, obliger à la transparence, les entreprises agroalimentaires et les centrales d'achats.
- Utiliser le levier de la commande publique pour valoriser les produits issus de circuits courts, locaux et à faible coût environnemental
- Poursuivre les efforts dans la restauration collective
- Atteindre 50 % d'exploitations en agroécologie en 2040
- Inscription dans la loi et le PSN : « Développer l'agriculture biologique »
- Augmenter la [taxe générale sur les activités polluantes](#) (TGAP) sur les engrais azotés
- Diminution de l'usage des pesticides, avec une interdiction des produits [CMR](#), et une diminution de l'usage des [produits phytopharmaceutiques](#) de 50% d'ici à 2025. Interdire les pesticides les plus dommageables pour l'environnement en 2035
- Inscription dans la loi et le plan stratégique national (PSN): « Aider à la structuration de la filière des protéagineux », « Aider au maintien des prairies permanentes », « Interdire le financement d'implantation de nouveaux élevages qui ne respectent pas les conditions d'agroécologie et de faibles émissions de gaz à effet de serre »
- Inscription dans la loi et le PSN : Aider au maintien des [prairies](#) permanentes
- Inscription dans la loi et le PSN : Interdire le financement d'implantation de nouveaux élevages

qui ne respectent pas les conditions d'agroécologie et de faibles émissions de gaz à effet de serre, accompagner les éleveurs vers une restructuration de leurs cheptels pour améliorer la qualité de production

Réformer l'enseignement et la formation agricole

Tenir une position ambitieuse de la France pour la négociation de la [Politique agricole commune](#)

La PAC comme levier de transformation au niveau national

Inciter à une pêche à faible émission de [GES](#)

Réfléchir sur un modèle de politique commerciale soucieuse d'encourager une alimentation saine et une agriculture faible en émissions de [GES](#)

- Réformer l'[enseignement et la formation agricole](#)
- Transformer l'attribution des aides à l'hectare vers des aides à l'actif agricole
- Mettre en place un mécanisme de suivi de l'atteinte de la performance climat du plan stratégique national
- Mettre en place un mécanisme de [suivi et d'évaluation](#) de l'atteinte de la performance climat du Plan Stratégique National (PSN)
- Mettre en compatibilité le Plan Stratégique National avec la [stratégie nationale bas carbone](#), la [stratégie nationale pour la biodiversité](#), le [plan national santé-environnement](#), la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée
- Intégrer les dispositions concernant le développement de l'agroécologie au plan stratégique national
- Améliorer la connaissance des poissons pour mieux définir les [quotas](#) et éviter la surpêche
- Poursuivre les efforts de limitation de la pêche dans les zones et pour les stocks fragiles, et affermir les contrôles sur l'interdiction de la pêche en eau profonde
- Développer les fermes aquacoles raisonnées et respectueuses de l'environnement
- Protéger la capacité des océans à stocker du carbone
- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre dues à la pêche et au transport maritime en poursuivant la modernisation de la flotte de bateaux
- Renégocier l'[Accord économique et commercial global](#) (CETA) au niveau européen pour y intégrer les objectifs climatiques de l'[Accord de Paris sur le climat](#)
- Demander au Gouvernement de défendre une certaine politique commerciale européenne : inscrire le principe de précaution dans les accords, inscrire le respect des engagements de l'accord de

Paris comme objectifs contraignants

Rendre obligatoire d'informer et former les (futurs) citoyens sur l'alimentation

Mieux informer le consommateur

Réformer le fonctionnement des labels

Mettre l'éthique au cœur de notre alimentation : réglementer la production, l'importation et l'usage et des auxiliaires techniques et additifs alimentaires

Sauvegarder les écosystèmes en légiférant sur le crime d'**écocide** (soumis à référendum)

- Demander au Gouvernement de défendre certaines positions auprès de l'[Organisation mondiale du commerce](#) : prendre en considération les accords de Paris dans les négociations, sanctionner les États récalcitrants, inclure les clauses environnementales dans les négociations
- Mieux informer le consommateur en renforçant la communication autour du PNNS (plan national nutrition santé) et réformer le PNNS en PNNSC (programme national nutrition santé climat)
- Interdire la publicité sur les produits proscrits par le PNNS
- Concevoir une solidarité nationale pour permettre aux ménages modestes d'avoir accès à une alimentation durable
- Réformer les labels en supprimant les labels privés et en mettant en place un label pour les produits issus de l'agriculture agroécologique
- Informer les consommateurs du degré de transformation des produits, notamment via un étiquetage obligatoire et la mise en place d'une charte éthique agroalimentaire, informer rapidement et de manière obligatoire sur les accidents alimentaires
- Interdire l'importation des produits qui font usage d'[auxiliaires technologiques](#) proscrits par l'Union européenne
- Interdire progressivement l'usage des auxiliaires de production et des [additifs alimentaires](#) sous cinq ans
- Taxer les [aliments ultratransformés](#) à forte empreinte carbone et faible apport nutritionnel
- Mettre en place des chèques alimentaires pour les plus démunis à utiliser dans les [associations pour le maintien d'une agriculture paysanne](#) ou pour des produits bio
- Adopter une loi qui pénalise le crime d'écocide pour sauvegarder les écosystèmes.

Constitution

Objectifs

[Réviser la Constitution](#) (soumis à référendum)

Propositions

- Ajout d'un nouveau deuxième alinéa au [préambule](#) : « La conciliation des droits, libertés et principes qui en résultent ne saurait compromettre la préservation de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité. »
- Ajout d'un troisième alinéa nouveau à l'[article 1^{er}](#) : « La République garantit la préservation de la biodiversité, de l'environnement et lutte contre le dérèglement climatique. »